



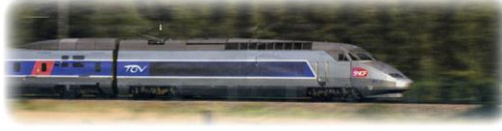
COMPTE RENDU DE REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vendredi 5 octobre 2012 de 9h à 12h

Salle de réunion du Moulin à huile Carnoules

Ordre du jour :

- **Point du dossier LGV PACA**



Etaient présents:

M. BLONDIN Claude, M. CEZE Henri, M. CIANTAR Pierre, M. COCHAT Jean Claude, M. COPPOLA Jean Marc, M. CORREARD Michel, M. NALLINO Germain, M. PATOUILLARD Alain, M. ROUX Frédéric, M. RIEUBON Roger, M. SAPPÀ Jean Claude, M. THOMAS Roger,

Etaient excusés :

M. BANQUARD Bernard M. COUSTY Jean Pierre, M. COSTA Gérard, M. GURNIKI Michel,
M. LABORDE Guy, M. PIEL Gérard, M. THOLLON Jean Claude,

Nombre d'administrateurs : **25**

Nombre d'administrateurs nécessaires pour que le CA puisse valablement statuer : **10**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **19**

Le CA peut donc délibérer valablement.

I Point de l'avancement du dossier

Après la concertation plus ou moins réussie de fin 2011, le Copil du 20 décembre 2011 avait demandé à RFF de remettre de l'ordre dans la présentation du projet en tenant compte des observations faites au cours de cette concertation afin de constituer un projet constituant un système ferroviaire performant qui devrait allier grande vitesse et transport au quotidien, demande faite par le Conseil régional fin 2010. Par contre ce projet devait toujours avoir comme base le tracé des Métropoles, choix fait par le ministre en 2009, RFF refusant d'envisager d'autres solutions en dehors de ce tracé y compris le scénario n° 5 proposé par Frédéric ROUX et Rémi QUINTON tous les deux adhérents à notre association et qui est un dérivé de MDS.

Pendant les 6 premiers mois de 2012 RFF et ses Bureaux d'études ont donc continué à travailler. RFF nous a reçus plusieurs fois mais nous n'avons pas pu prendre connaissance des fuseaux en cours d'études. Nous avons malgré tout appris qu'après le passage en souterrain à Marseille (apparemment incontournable puisqu'il y a consensus) la ligne passerait sur les voies existantes entre Saint Marcel et Aubagne avec la réalisation d'une 4ème voie coté autoroute en ripant celle-ci de quelques mètres et en gagnant sur le terreplein central, ce qui semble à première vue possible. A l'entrée d'Aubagne la ligne reviendrait une ligne indépendante en tunnel pour sortir après Cuges les Pins. Pour le Var, RFF étudie les demandes de M. FALCO, tout en étant persuadé que cela sera très cher et difficile à réaliser (tunnel de 17 km sous Toulon avec son sous sol qui est identique à celui des tunnels routiers), tunnels pour éviter plusieurs villes du Sillon Permien et utilisation d'une grandes parties des emprises existantes. La gare de Est-Var semble par contre acquise. Quant aux Alpes Maritimes il ne semble pas y avoir trop de problèmes, l'emplacement de la gare de Ouest-Alpes Maritimes n'est pas encore fixé, La gare de Saint Augustin semble aussi incontournable car consensuelle. La sortie du tunnel pour passer au dessus du fleuve Var n'est pas encore précise car le Maire s'est aperçu après 7 ans de discussion que la sortie du tunnel était sur sa ville !!!!!!!!!!!!!

Après les élections présidentielles et législatives, il y a eu l'intervention du Ministre du Budget souhaitant tailler dans les projets LGV prévus au Grenelle de l'Environnement pour faire des économies. Certains ont vu là une opportunité pour dire et demander que notre projet soit abandonné. Nous avons réagit rapidement :

Le Cabinet de VAUZELLE accompagné du Vice Président chargé des transports nous a reçu rapidement , puis ce fut le 19 juillet le Ministère des Transports où nous avons été reçu par un proche collaborateur du Ministre.



Nous avons à chaque fois repris de nombreux argumentaires de l'étude socio-économique que RFF avait fait faire à la demande de la Région (pollution, risques sanitaires, insécurité routière, amendes de la CEE, augmentation de la population, temps perdu.....)

Le Vice Président chargé des transports a souvent des positions ambiguës, il « défend » le projet tout en disant que la LGV ne correspond en rien aux attentes et aux besoins de la région, ce qui a fait réagir nombreux d'entre nous et si j'ai bien compris de nombreux Conseillers régionaux y compris le Président VAUZELLE.

Au Ministère nous n'avons pas été contredits lors de la réunion qui a duré presque 2 heures et il nous a été dit que pour l'instant le projet n'était pas abandonné et que le Ministre attendait beaucoup de la concertation initialisée par le Préfet de Région lors du Copil du 12 juillet.

Copil au cours duquel le Préfet a annoncé l'idée de ne plus réaliser une ligne LGV du type de toutes celles que nous connaissions jusqu'à présent mais de réaliser une infrastructure nouvelle qui doublerait la voie du littoral sans pour autant qu'elles soient obligatoirement côte à côte. Cette nouvelle infrastructure étant indispensable pour qu'il soit toujours possible de se déplacer dans une vingtaine d'année sur la région. Il est évident que cette nouvelle infrastructure devrait être rapide et indépendante et n'utiliser que très peu le réseau existant afin de ne pas perturber le trafic existant pendant les 5 à 10 ans de travaux mais aussi afin que la ligne nouvelle soit plus rapide que la ligne existante (de 80 Km/h à 130 Km/h).

Avec le compte- rendu de toute cette activité nous avons écrit à l'ensemble des élus pour leur expliquer les risques encourus par la région et ses habitants si le projet était abandonné.

Lors de ce Copil le Préfet a aussi annoncé la reprise de la concertation d'abord auprès des élus puis ensuite auprès des associations. Les associations sont convoquées à une réunion le 17 octobre à la Préfecture de Région.

Dans le Var et les Bouches du Rhône, plusieurs réunions se sont tenues avec les élus concernés par le projet à la satisfaction pratiquement de tous et ils semblent tous d'accord sur la nécessité de cette 2eme infrastructure y compris les plus virulents comme ceux de la zone d'Aubagne : la présentation faite par la DREALE sur les risques de thrombose du système de transport dans les années à venir sur la région est relativement intéressante. Le Maire d'Aubagne souhaite que lui soit expliqué rapidement en quoi consiste la nouvelle infrastructure mais propose entre autre que la 3eme voie de l'autoroute soit réservée aux bus !!!!!!!!!!!!!!!.

A noter que les réunions avec les préfets n'ont pas été perturbées par les opposants. Seule une poignée de personnes étaient présentes à l'entrée de la préfecture du Var lors de la première réunion, les viticulteurs étaient absents mais étaient présents quelques représentants de EELV, ce qui nous a amené à faire une lettre ouverte aux élus EELV du Conseil régional (19). Nous trouvons qu'il est incompatible de défendre en séance au Conseil régional ce système de transport ferroviaire et d'être présents à ces manifestations. Nous n'avons eu aucunes réponses et aucuns commentaires.

La position que nous avons développée ces derniers mois est de dire qu'il faut absolument cette 2eme infrastructure à condition qu'elle soit rapide et indépendante afin qu'il soit possible de développer le trafic grandes lignes et le trafic au quotidien : des solutions existent il faut les analyser. Si l'on peut discuter sur le passage en souterrain de Marseille qui devrait apparemment permettre de régler le problème de la gare de Marseille Saint Charles (à voir), le passage par Toulon nous semble complètement surréaliste, c'est pour cela que nous avons soutenu le projet de 5eme scénario défendu par 2 de nos adhérents MM Roux et Quinton. D'ailleurs ces propositions ne laissent pas indifférentes de nombreuses personnes dont RFF mais RFF est tenu par les ordres ministériels de rester sur ses propositions de MDS pur.

Courant juin nous avons eu l'occasion avec un de nos adhérents qui passe le monitorat de pilote d'avion de suivre le projet en avion de tourisme, c'est impressionnant et c'est aussi là que nous voyons qu'il y a encore beaucoup d'emplacements pour passer sans pour autant « massacrer » notre territoire.



Fin septembre il le Président VAUZELLE a écrit au 1^{er} Ministre pour défendre le projet et apparemment il est à nouveau intervenu récemment lors d'une réunion sur la nouvelle Métropole marseillaise devant plus de 60 maires et le Préfet.

Nous avons souhaité porter à la connaissance du public toutes ces informations, la Marseillaise et le Patriote ont fait des articles intéressants, Var matin également ainsi qu'une radio toulonnaise RCS . Après le CA nous avons souhaité organisé une conférence de presse.

Ensuite un débat très intéressant a permis de définir la position de l'Association pour les mois à venir :

« Le contexte est tel aujourd'hui qu'il va être difficile de défendre une ligne purement LGV mais par contre une nouvelle infrastructure rapide, moderne et efficace nous semble incontournable alliant la grande vitesse et le transport au quotidien, il faut défendre ce projet par tous les moyens et il est souhaité que notre association se porte candidate à la Commission installée par le ministre pour élaborer la suite du SNIT. »

Ensuite la conférence de presse a été très intéressante avec la présence entre autre de Var Matin. Nous avons tous pu nous exprimer, le ressenti de nos divers élus a été aussi fort intéressant et apprécié. Maintenant nous attendons les résultats.

Conférence de presse du 5 octobre 2012 à Carnoules Communiqué

L'Association TGV et Développement défend le projet d'une ligne à grande vitesse en Provence Alpes Côte d'Azur depuis de très nombreuses années. Après les déclarations du nouveau Ministre du budget à la recherche d'économies à réaliser particulièrement en revoyant les grands projets ferroviaires prévus au Grenelle de l'Environnement, déclarations qui bien opportunément ont fait dire à certains que le projet LGV PACA était ainsi abandonné, nous avons été reçus par le Cabinet du Président du Conseil régional, par son Vice Président chargé des transports et par le Ministère des Transports.

Toutes ces entrevues nous ont permis d'avoir la certitude que ce projet n'était, pour l'instant, pas abandonné. Monsieur Le Ministre des transports attendant le résultat de la démarche annoncée par Monsieur le Préfet de région lors du dernier Comité de pilotage du 12 juillet 2012, pour prendre une décision.

Lors de ce Comité de pilotage, Monsieur le Préfet a précisé qu'il n'était peut être plus souhaitable de réaliser une ligne purement LGV mais que la région avait absolument besoin d'une 2eme infrastructure ferroviaire reliant la région marseillaise et Nice voire même l'Italie. Il souhaitait donc que le projet proposé se transforme en un projet d'une infrastructure nouvelle alliant la vitesse et le transport au quotidien. Nous rajouterons, en ce qui nous concerne, que cette nouvelle infrastructure devrait être rapide et indépendante, interconnectée au réseau existant, sans pour autant qu'elle utilise abondamment celui-ci, puisque aujourd'hui tout le monde reconnait que l'amélioration de la régularité et de la fréquence des TER ne peut être réalisée sur des infrastructures où circulent des centaines de TER, des TGV de plus en plus nombreux et du fret.

Comme il l'avait annoncé, Monsieur le Préfet de région vient de relancer la concertation, dans un premier temps avec les élus concernés par le projet, puis dans un deuxième temps avec les associations. Les premières réunions avec les élus ont été appréciées et très nombreux sont ceux qui ont admis que cette 2eme infrastructure était



vraiment indispensable. Nous croyons même savoir que certains d'entre eux aurait dit qu'il serait « irresponsable de ne rien faire ». D'autres, très engagés contre le projet tel qu'il était proposé, tout en reconnaissant la nécessité de cette 2eme infrastructure, souhaitent que s'engage rapidement une concertation pour définir un projet répondant mieux à leurs besoins.

Il est opportun de rappeler aujourd'hui que parmi les différentes études qui ont été réalisées récemment, une étude socio-économique a, en particulier, repris tous les risques que comporterait l'abandon du projet pour l'ensemble de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et pour ses habitants, en mettant l'accent sur les conséquences sanitaires et sociales importantes dues à la pollution déraisonnée de notre région.

Le Président VAUZELLE tout en rappelant ces risques a également demandé à Monsieur le Premier Ministre d'être très attentif à ne pas condamner la région Provence Alpes Côte d'Azur à ne plus pouvoir se déplacer dans un avenir à court terme.

Dans son communiqué du mercredi 3 octobre 2012, Monsieur le Ministre des Transports indique qu'il met en place une Commission chargée d'élaborer dans un délai de 6 mois des propositions dans le cadre de la mobilité durable compte tenu des impasses dans lesquelles se retrouve le schéma national des infrastructures de transports.

Le Conseil d'administration de l'Association s'est réuni ce vendredi 5 octobre. A l'unanimité, ses membres regrettent que les demandes irréalistes de quelques élus n'aient pas pu permettre d'arriver rapidement à un consensus régional sur le projet de 2005.

Force est de constater aujourd'hui, que les déplacements quotidiens de nos concitoyens deviennent de plus en plus problématiques. Force est de constater que notre région est de plus en plus polluée, la ville d'Aix n'est-elle pas la deuxième ville la plus polluée d'Europe après Athènes. Force est de constater que nos déplacements sont de plus synonymes de pertes de temps.Que sera donc l'avenir si rien est fait ????

Même si le nouveau projet n'est plus exactement celui que l'association avait souhaité à l'origine, le Conseil d'Administration estime que cette nouvelle infrastructure est absolument indispensable afin que les générations futures ne puissent pas un jour nous reprocher de ne pas leur avoir permis de vivre, d'évoluer et de progresser à l'aide d'infrastructures en adéquation avec leur époque.

Après la concertation organisée par le Préfet de région, un nouveau projet concernant cette infrastructure nouvelle devra donc être proposé au gouvernement afin que la Commission mise en place puisse le valider. Des solutions existent en dehors de celles proposées actuellement. Nous sommes porteurs de quelques propositions qui pourraient faire l'objet de débat dans le cadre d'une concertation volontaire et positive. Nous espérons qu'un consensus régional puisse se développer rapidement sur des bases de l'intérêt général de la région pour un aménagement harmonieux de notre territoire.



Lettre à Monsieur le Ministre des Transports

Monsieur Frédéric CUVILLIER

Ministre délégué chargé des Transports et de

l'Economie Maritime

Hôtel de Roquelaure

246 Boulevard Saint-Germain

75007 PARIS

Saint Cyr Sur Mer le 7 octobre 2012

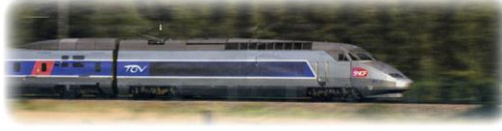
Objet : Nouvelles infrastructures ferroviaires en PACA

Monsieur le Ministre

Le 19 juillet 2012 nous avons été reçus par un de vos collaborateurs, Monsieur ROLLIN, entrevue au cours de laquelle nous avons pu nous entretenir du projet de ligne à grande vitesse programmée sur la région Provence Alpes Côte d'Azur. Nous voudrions d'abord vous remercier de l'accueil qui nous a été fait et nous nous permettons de vous solliciter à nouveau.

L'Association TGV et Développement Var Nice Côte d'Azur, créée en 2000, soutenue par le Conseil régional, n'a cessé de présenter ce projet de ligne nouvelle comme une nécessité absolue pour notre région. Cette nouvelle infrastructure projetée est nécessaire au développement des déplacements au quotidien que vous soutenez également. En effet la saturation ferroviaire est telle sur certaines portions entre Marseille et Vintimille, qu'il sera impossible de rajouter de nouvelles circulations sur les voies existantes, pourtant unique solution aux graves risques engendrés par la pollution routière qui ne peut que s'aggraver avec l'accroissement prévisible des voitures et camions si rien n'était fait.

L'association est maintenant reconnue pour la justesse de ses analyses. Cela est en particulier dû à la présence parmi ses membres de nombreux élus et de nombreux spécialistes bénéficiant d'une expertise forte et de compétences techniques étendues dans le domaine ferroviaire, de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Le débat public de 2005 concernant le projet nous avait aussi amené à nous intéresser également à plusieurs autres débats publics sur d'autres régions : Languedoc Roussillon, Rhône Alpes, Midi Pyrénées, Paris.



En analysant, lors de notre Conseil d'Administration du vendredi 5 octobre 2012, votre communiqué de presse du mercredi 3 octobre 2012, la mise en place d'une Commission destinée à élaborer un projet réaliste du Schéma National des Infrastructures de Transports, nous a satisfaits même si cela risque de retarder encore un peu les

décisions. Nous avons aussi estimé qu'il serait intéressant pour nous comme pour vous qu'un de nos membres puisse être désigné comme personnalité qualifiée dans cette Commission.

Le Conseil d'Administration m'a donc chargé de vous faire cette demande que nous pensons être bien en adéquation avec la politique que vous menez depuis le mois de juin 2012.

Avec mes remerciements veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Alain PATOUILLARD Président de l'Association TGV et Développement Var Nice Côte d'Azur

L'ordre du jour étant terminé la séance est levée.

Carnoules le 5 octobre 2012

Le Président

Le Secrétaire Général

Le Trésorier

Alain PATOUILLARD

Jean Claude SAPPÀ

Michel CORREARD